

Démystifions la prison : davantage un problème qu'une solution.

Par l'Observatoire International des Prisons – section Belgique

Aujourd'hui, la Belgique compte environ 10.000 personnes incarcérées¹ alors qu'elles étaient 5677 en 1980². Cela représente une **augmentation de 76% de la population carcérale en moins de 30 ans**. Or, de nombreuses études criminologiques³ indiquent qu'il n'y a pas plus de délinquance aujourd'hui qu'auparavant : elle prend peut-être d'autres formes, elle paraît plus médiatisée, elle se raccroche au sentiment d'insécurité qui, lui, semble augmenter en période d'incertitude socio-économique. La surpopulation actuelle des prisons renvoie à d'autres facteurs que l'augmentation présumée et non prouvée de la criminalité. Premièrement, en Belgique, 35% des personnes sont incarcérées en détention préventive (qui a elle-même plus que doublé en 25 ans). Il s'agit là d'un des taux les plus élevés d'Europe Occidentale. Ce processus renvoie de manière inquiétante à la pratique d'une peine avant jugement. Or, rappelons l'importance du principe de présomption d'innocence dans tout Etat de Droit. Deuxièmement, les peines énoncées par les juges sont plus longues qu'auparavant : en 25 ans, le prononcé de peines de prison de 5 ans ou plus a été multiplié par dix, et le nombre de peines de 3 à 5 ans a été multiplié par trois⁴. Troisièmement, les libérations conditionnelles sont de plus en plus rares et tardives. Enfin, la durée de détention des personnes internées (c'est-à-dire considérées comme irresponsables de leurs actes) s'est largement accrue : en 10 ans, la population d'internés a, par conséquent, augmenté de plus de 70%.

Ces quelques constats chiffrés, qui permettent – nous l'espérons - d'éroder le mythe de l'impunité, pose la question du rôle, de la fonction et de la place de la prison dans une société en délitescence sociale. Ils indiquent de manière claire **la sévérité accrue** dont fait part l'appareil pénal aux différents maillons de sa chaîne (instruction et mise en détention préventive, jugement et type de condamnations prononcées, période carcérale et non-préparation à la libération, nombre accru de conditions à respecter en conditionnelle, énorme frein à la libération des internés).

Aujourd'hui, le Masterplan de l'ancien ministre de la justice Jo Vandeurzen, repris et complété par son successeur, Stefan De Clerck, nous semble prolonger le problème d'une sévérité pénale accrue plutôt que de s'attaquer à la racine des facteurs de la surpopulation. Les ministres nous proposent d'une part, d'augmenter la capacité de certaines prisons, d'autre part, de construire 6 nouvelles structures et d'en remplacer 7 autres par 6 nouveaux établissements. Il s'agit, en tout et pour tout, de construire 2028 cellules supplémentaires, sans compter l'augmentation des places en régime fermé pour mineurs (en Belgique francophone, cette capacité passera de 80 à 240 en 2010, ce qui représente un quintuplement !). **Rappelons que la construction récente des prisons d'Ittre, Andenne et Hasselt n'a aucunement permis de juguler la surpopulation.** On peut donc craindre qu'en période de précarité, **au plus il y a de cellules, on plus on les remplit.** Or, le fait d'incarcérer un être humain n'est pas un acte anodin : c'est un facteur de stress immense pour la personne enfermée, une source d'appauvrissement socio-économique de la cellule familiale, une cause

¹ La population carcérale journalière moyenne, en 2007, était de 9.873 détenus. Source : La justice en chiffre 2007 (SPF Justice). Le nombre des 10.000 détenus a été atteint en juin 2007.

² Population carcérale journalière moyenne, *in* Rapport annuel de la Direction Générale des Etablissements pénitentiaires, 2000.

³ voir l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC)

⁴ INCC

de délitement des liens sociaux, y compris par rapport aux propres enfants de la personne détenue. Ces rapports humains sont pourtant d'une importance cruciale pour le développement des jeunes. Très peu d'actions sont entreprises pour permettre à la personne incarcérée de s'insérer ou se réinsérer dans le futur : ainsi, il y a 50 équivalents temps plein pour les travailleurs sociaux des services externes de (ré)insertion pour plus de 5000 détenus en Wallonie et à Bruxelles, et les services internes à la prison sont de plus en plus confinés à des missions d'expertise et non d'écoute et d'accompagnement. Le temps passé en prison est donc bien souvent un temps perdu, vide de sens, souvent contreproductif, parfois mis à profit pour apprendre davantage de techniques de transgression auprès de pairs, quelquefois rempli par une consommation excessive de drogues licites ou illicites. En tout cas, la détention ne laisse jamais une personne indemne et elle pèse énormément dans son parcours futur.

Soyons clair, et nous ne sommes pas les seuls à le dire, le masterplan n'est en rien un moyen de diminuer la délinquance. Il ne répond pas de manière adéquate ni à la sur-sévérité pénale qui engendre la surpopulation, ni aux réalités d'oisiveté carcérale et d'aporie pénitentiaire pour les parcours individuels et leur futur. De plus, le coût de construction d'une cellule est estimé par le ministre à 150.000 euros. Pour 2028 cellules, cela représente un budget d'environ 300 millions d'euros (à titre comparatif, le budget 2009 initial pour la Politique Scientifique, pour les Affaires Intérieures, pour l'Emploi, le Travail et la Concertation sociale est respectivement de 510, 594 et 589 millions d'euros⁵). Le masterplan prison apparaît donc comme un choix politique représentant un budget non négligeable, qui pourrait très bien être investi en amont de la pénalité, dans de réelles politiques sociales, de la jeunesse, culturelles ou de l'emploi.

Nous regrettons que cela ne soit pas le choix actuel d'un gouvernement surfant sur le sécuritaire et ne s'attaquant pas aux réels problèmes qu'engendre l'incarcération. Nous rappelons que la loi sur le statut interne des détenus, régissant l'univers carcéral et octroyant des droits aux personnes incarcérées, attend toujours, pour la grande majorité de ses articles, d'être mise en application. Nous insistons sur l'urgence de rénover plutôt que de construire de nouvelles prisons, puisque certains détenus demeurent enfermés sans eau courante, sans toilette, et sans électricité pouvant être actionnée depuis leur cellule. Quel avenir compte-t-on offrir, donner ou permettre, aux personnes incarcérées dans de telles conditions ?

⁵ SPF Economie, Division Statistique : http://www.statbel.fgov.be/FiGURES/d45_fr.asp